

Accusé de réception en préfecture
049-214903288-20210210-202117-DE
Date de télétransmission : 15/02/2021
Date de réception préfecture : 15/02/2021



CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 10 FÉVRIER 2021

N° 2021/17

Un extrait de la présente délibération a été affiché à la porte de la Mairie :

Le 15 FÉVRIER 2021

Présents : 33
Excusés : 2
(2 pouvoirs)
En exercice : 35

Secrétaires de séance :
M. PIERRE et M. OLIVA

Le mercredi dix février deux mille vingt et un à dix-huit heures trente, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Jackie GOULET, Maire, sur convocation faite par lui le trois février deux mille vingt et un.

Étaient présents : M. GOULET, Maire – MM. NERON N, NERON M, Mmes GUILLON, LIEBAULT, Maires Délégué(e)s – M. GRAVOUEILLE, Mme LE COZ, M. PROD'HOMME, Mme FAURE, M. CARDET, Mme METIVIER, M. JOSSE, Adjoints – M. BIDAULT, Mmes BOURDIER, TUBIANA, TAUGOURDEAU, M. COMBEAU, Mme GRIMA, MM. PIERRE, HOUTIN, BRAEMS, Mme RIO, M. GUILMET, Mme LHOMMEDE, M. CHA, Mme COUBLANT, MM. RICOU, OLIVA, CHANDOUINEAU, Mmes SOURDEAU, VILLARME, M. HENRY, Mme LEMENACH, Conseillers Municipaux.

Excusées : Mmes LELIEVRE et GODFRIN ont respectivement données pouvoir à M. GOULET et Mme LHOMMEDE.

INSTAURATION DU « FORFAIT MOBILITÉS DURABLES » POUR LES AGENTS DE LA VILLE DE SAUMUR – CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE

Vu l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités,

Vu le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 modifié instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail,

Vu le décret n°2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique d'État,

Vu le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale,

Vu les articles L.3261-1 et L.3261-3-1 du code du travail,

Vu l'avis favorable émis par le Comité Technique le 11 décembre 2020,

Considérant que la Ville de Saumur souhaite mettre en place un dispositif de « forfait mobilités durables » afin d'encourager le recours aux modes de transports alternatifs et durables pour les déplacements domicile-travail des agents.

Tous les agents effectuant leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail avec leur cycle, leur cycle à pédalage assisté personnel ou en tant que conducteur ou passager en covoiturage, bénéficient du remboursement des frais qu'ils ont engagés.

Considérant que pour en bénéficier l'agent doit se déplacer en vélo, avec ou sans assistance électrique ou en covoiturage, en tant que passager ou conducteur, pendant un nombre minimal de 100 jours sur une année civile. Ce nombre minimal de jours est modulé selon la quotité de temps de travail de l'agent.

Considérant que le montant de ce forfait est fixé à 200 euros, versé en une seule fois sur l'année civile. Ce forfait sera versé l'année suivant celle du dépôt de la déclaration auprès de la collectivité.

Considérant que le bénéfice du « forfait mobilités durables » est subordonné au dépôt d'une déclaration sur l'honneur établie par l'agent auprès de la collectivité au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé. Cette déclaration certifie l'utilisation de l'un des moyens de transport mentionnés ci-dessus, dans les conditions prévues. L'utilisation de ces moyens de locomotion peuvent faire l'objet d'un contrôle de la part de la collectivité qui peut demander tout justificatif utile à cet effet.

L'agent recruté par plusieurs employeurs publics, dépose auprès de chacun d'eux sa déclaration sur l'honneur dans les mêmes conditions fixées ci-dessus. Le montant du forfait versé par chaque employeur est déterminé en prenant en compte le total cumulé des heures travaillées au prorata du temps travaillé auprès de chaque employeur.

Considérant que le montant du forfait et le nombre minimal de jours prévus peuvent être modulés à proportion de la durée de présence de l'agent dans l'année au titre de laquelle le forfait est versé dans les cas suivants :

- l'agent a été recruté au cours de l'année
- l'agent est radié des cadres au cours de l'année
- l'agent a été placé dans une position autre que la position d'activité pendant une partie de l'année.

Considérant que le versement du « forfait mobilités durables » est exclusif du versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos.

Considérant que sont exclus de ce dispositif, les agents bénéficiant :

- d'un logement de fonction sur leur lieu de travail
- d'un véhicule de fonction ou d'un véhicule de service avec remisage à domicile
- d'un transport collectif gratuit entre leur domicile et leur lieu de travail
- d'un transport gratuit par leur employeur

Il est donc proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- APPROUVER la mise en place du forfait mobilités durables à compter du 1^{er} janvier 2021 dans les conditions ci-dessus définies.
- AUTORISER le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette affaire.
- PRÉVOIR l'inscription des crédits nécessaires au budget chapitre 012.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal **APPROUVE à l'unanimité.**



Pour extrait conforme,
Le Maire de la Ville de Saurmur,

Jackie GOULET